

REFERES

ORDONNANCE N°  
DOSSIER N° :12/00485

EXTRAIT DES MINUTES DU  
GREFFE DU TRIBUNAL DE  
GRANDE INSTANCE DE  
GRENOBLE - DEPARTEMENT  
DE L'ISERE

AFFAIRE :  
Association [REDACTED] Association [REDACTED]  
[REDACTED] C/ Association EPONYME

**TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE GRENOBLE**  
**ORDONNANCE DE REFERE RENDUE LE 16 Mai 2012**

Par Madame BROUTECHOUX, 1er Vice-Président du Tribunal de Grande Instance de GRENOBLE, assistée de Madame BALDIN, Greffière ;

ENTRE :

**DEMANDEURS**

Association [REDACTED], dont le siège social est sis [REDACTED]  
[REDACTED] - 38400 SAINT MARTIN D'HERES  
Association [REDACTED], dont le siège social est sis [REDACTED] - 38000  
GRENOBLE  
Monsieur [REDACTED], demeurant [REDACTED] - 38000 GRENOBLE  
Mademoiselle [REDACTED], demeurant [REDACTED] - 38000  
GRENOBLE  
Monsieur [REDACTED], demeurant [REDACTED] - 38000  
GRENOBLE  
Monsieur [REDACTED], demeurant [REDACTED] - 38000 GRENOBLE  
Monsieur [REDACTED], demeurant [REDACTED] - 38000 GRENOBLE

représenté par la SCP JANOT & LEGEAY, avocats au barreau de GRENOBLE

**D'UNE PART**

ET :

**DEFENDERESSE**

Association EPONYME, dont le siège social est sis 701 avenue Centrale - 38400  
SAINT MARTIN D'HERES

non représentée

**D'AUTRE PART**

Vu l'assignation en date du 04 Mai 2012 pour l'audience des référés du 09 Mai 2012,  
A l'audience publique du 09 Mai 2012 tenue par Madame BROUTECHOUX, 1er Vice-Président assistée de Madame BALDIN, Greffière après avoir entendu l'avocat en sa plaidoirie, l'affaire a été mise en délibéré et le prononcé de la décision renvoyé au 16 Mai 2012, date à laquelle Nous, Madame BROUTECHOUX, 1er Vice-Président, avons rendu par mise à disposition au Greffe l'ordonnance dont le teneur suit :

Par acte du 4 mai 2012

-l'association [REDACTED]

-l'association [REDACTED]

-M [REDACTED]

-Mme [REDACTED]

-M [REDACTED]

-M [REDACTED]

-M [REDACTED]

ont assigné devant le juge des référés du tribunal de grande instance de GRENOBLE l'association EPONYME sur le fondement des dispositions de l'article 809 du code de procédure civile aux fins qu'il soit enjoint à l'association EPONYME de réactiver les badges permettant l'accès au bâtiment EVE et ce sous astreinte de 500€ par jour de retard à compter de la signification de l'ordonnance. Ils ont également réclamé chacun l'allocation de la somme de 500 € sur le fondement des dispositions de l'article 700 du code de procédure civile.

A l'appui de leurs prétentions les demandeurs ont exposé ne plus pouvoir accéder au bâtiment EVE (espace de vie étudiante) dont la gestion a été confiée à l'association EPONYME par l'université Pierre Mendès France selon une procédure de délégation de service public, leur badge d'accès à ce bâtiment ayant été unilatéralement désactivé, la présidente de l'association EPONYME ayant décidé de la fermeture du bâtiment et la désactivation des badges d'accès dont ils bénéficiaient.

Ils ont donc exposé que bénéficiaires d'un droit d'occupation s'agissant des deux associations, salariés des associations s'agissant de M [REDACTED] Mme [REDACTED] M [REDACTED] et de salarié (pour M [REDACTED]) ou d'adhérent (pour M [REDACTED]) de l'association EPONYME ils subissaient un trouble manifestement illicite, la fermeture du bâtiment étant constitutive d'une voie de fait.

L'association EPONYME assignée par remise de l'acte en l'étude d'huissier n'a pas comparu et ne s'est pas fait représenter. Il sera statué à son égard par décision réputée contradictoire la cause étant susceptible d'appel.

#### MOTIFS DE LA DÉCISION

Attendu que l'article 809 du code de procédure civile permet au président, même en présence d'une contestation sérieuse, de prescrire en référé les mesures conservatoires ou de remise en état qui s'imposent, soit pour prévenir un dommage imminent, soit pour faire cesser un trouble manifestement illicite ;

Que les demandeurs justifient que :

-l'association EPONYME a été chargée par l'université Pierre Mendès France de la gestion des activités et espaces de la Maison des Etudiants EVE selon convention de délégation de service public, le cahier des charges précisant que le bâtiment EVE hébergerait la radio étudiante RADIO CAMPUS GRENOBLE 90.8, l'association [REDACTED] et d'autres associations (...),

-l'association [REDACTED] dont le siège social est situé dans le bâtiment EVE, a signé avec l'association EPONYME le 15 septembre 2008 une convention d'occupation de locaux à EVE,

-Mme [REDACTED] a été embauchée en qualité de salariée par l'association [REDACTED] selon contrat de travail du 17 avril 2012,

-l'association [REDACTED] a signé le 1<sup>er</sup> septembre 2010 avec l'association EPONYME une convention de partenariat aux termes de laquelle la défenderesse mettait à disposition à l'association [REDACTED] un local situé au 1<sup>er</sup> étage du bâtiment EVE (local dénommé le Bocal)  
-Mrs [REDACTED] et [REDACTED] sont titulaires de contrats de travail conclus avec l'association [REDACTED] ;

Attendu qu'il résulte du constat d'huissier du 27 avril 2012 que la porte d'entrée principale du bâtiment EVE est verrouillée de même que les accès secondaires ; qu'il n'a pas été possible d'ouvrir cette porte en utilisant les badges de Mme [REDACTED] (salariée de [REDACTED]) et de M. [REDACTED] (adhérent de EPONYME) et M. [REDACTED], employé de EPONYME ; que l'huissier a constaté la présence d'une affichette située sur la porte d'entrée principale mentionnant la fermeture exceptionnelle du bâtiment à compter du 24 avril 2012 ;

Attendu qu'en fermant l'accès au bâtiment EVE dont elle doit assurer la gestion et en empêchant :

- d'une part les associations [REDACTED] et [REDACTED] et à leurs salariés, d'accéder à ce bâtiment alors qu'elles bénéficient aux termes des conventions signées de l'accès aux locaux du bâtiment EVE et ce sans justifier d'une résiliation régulière des conventions signées,
- d'autre part son salarié M. [REDACTED] titulaire d'un contrat de travail à durée déterminée prenant fin au 31 mai 2012 d'accéder à son lieu de travail (Grand Café),
- en dernier lieu à ses adhérents dont M. [REDACTED] de bénéficier de ses services,

l'association EPONYME a commis une voie de fait constitutive d'un trouble manifestement illicite justifiant que le juge des référés y mette fin ; qu'il sera donc fait droit à la demande formée dans les conditions précisées au dispositif ;

#### PAR CES MOTIFS

Nous, juge des référés, Statuant publiquement, par mise à disposition au greffe en application des articles 450 à 453 du Code de Procédure Civile, les parties préalablement avisées, par ordonnance réputée contradictoire, et en premier ressort,

CONDAMNONS l'association EPONYME à réactiver les badges permettant l'accès par les demandeurs au bâtiment EVE dans un délai de 24 H suivant la signification de la présente ordonnance et ce sous astreinte provisoire de 500 € par jour de retard passé ce délai,

DISONNS n'y avoir lieu à nous réserver le contentieux de la liquidation de l'astreinte,

CONDAMNONS l'association EPONYME à verser à chacun des demandeurs la somme de 200 € sur le fondement des dispositions de l'article 700 du code de procédure civile,

CONDAMNONS L'association EPONYME aux dépens.

LA GREFFIÈRE

P.BALDIN

POUR COPIE CERTIFIÉE CONFORME  
La Greffier en Chef

LA PRÉSIDENTE

L.BRONTECHOUX

